

**Convention collective départementale**

IDCC : 2034. – **OUVRIERS EMPLOYÉS  
PAR LES ENTREPRISES  
DE TRAVAUX PUBLICS  
(ISÈRE)**

**(17 septembre 1998)**

*(Bulletin officiel n° 1999-2 bis)*

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,  
*Journal officiel* du 6 février 1999)

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2004**  
RELATIF À LA VALEUR DE L'INDEMNITÉ DE REPAS DE NUIT ET  
INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS, À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JAN-  
VIER 2005

NOR : ASET0550370M

IDCC : 2034

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère  
(FBTP 38),

D'une part, et

Le syndicat construction bois CFDT de l'Isère,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnité de repas de nuit*

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention col-  
lective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998 est  
portée à 9,99 €.

**Article 2**

*Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.3.1 de la convention  
collective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998*

L'indemnité de repas est portée à 8,34 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

ZONE	DISTANCE en kilomètres	MONTANT (en euros)
1 a	0 à 5	0,85
1 b	5 à 10	2,54
2	10 à 20	4,99
3	20 à 30	8,15
4	30 à 40	11,28
5	40 à 50	14,22

L'indemnité trajet est fixée comme suit :

ZONE	DISTANCE en kilomètres	MONTANT (en euros)
1 a	0 à 5	0,52
1 b	5 à 10	1,52
2	10 à 20	2,96
3	20 à 30	4,56
4	30 à 40	6,16
5	40 à 50	7,70

### **Article 3**

En application de l'article 35 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise travaux publics du 21 juillet 1965, les indemnités de transport et de repas visés à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ETAM non sédentaires des entreprises de travaux publics.

### **Article 4**

#### *Force obligatoire du présent protocole*

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

### **Article 5**

#### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail et de l'emploi de Grenoble conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 15 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)